

# LE TEMPS

---

opinions Mardi 26 octobre 2010

## Armes inégales face à l'initiative de l'UDC

Par Raphaël Mahaim,

**Raphaël Mahaim, député au Grand Conseil vaudois (Verts), doctorant en droit à l'Université de Fribourg, estime que les médias font le jeu du parti de Blocher**

Alors que la campagne relative à l'initiative sur le renvoi des étrangers criminels est déjà largement lancée, il vaut la peine de prendre quelques minutes pour analyser de manière critique le spectacle inquiétant qu'elle nous offre.

A l'image de l'éditorial du Temps du 15 octobre, les médias restent pour l'heure cantonnés à une lecture fort simpliste de la thématique. Selon la plupart des commentaires publiés à ce jour, tout se résumerait à deux constats considérés comme uniques explications du succès populaire auquel serait promise l'initiative:

- 1) La montée du ressentiment envers les «étrangers» est due à la passivité des acteurs politiques au pouvoir (centre droit) et de la gauche, qui auraient jusqu'alors négligé le problème;
- 2) Seuls les partisans de l'initiative parviennent à faire entendre leur position dans le débat public, la voix des opposants à l'initiative étant «inaudible».

La première affirmation est à la fois fallacieuse et pernicieuse. On peut tout d'abord relever que les forces à l'origine de l'initiative participent très activement à l'élaboration de la politique de sécurité: Christoph Blocher lui-même, en tant que conseiller fédéral, a présidé à l'élaboration des mesures de renvoi des étrangers criminels dans la loi fédérale sur les étrangers. La politique sécuritaire menée actuellement par le centre droit ne peut être qualifiée de souple, bien au contraire. La gauche n'est presque nulle part majoritaire et ne tient que très rarement les rênes de la sécurité publique. Dans les rares cas où elle a son mot à dire – à l'image par exemple du conseiller municipal vert Daniel Leupi à Zurich – elle sait se montrer responsable et proposer des réelles solutions pour lutter contre l'insécurité et la criminalité. Affirmer que le prétendu «laxisme» de la gauche est à l'origine du succès des idées populistes confine au dogmatisme du Café du commerce.

En outre, les faits démontrent que cette grille de lecture est erronée: la criminalité en Suisse est faible en comparaison internationale, l'intégration des personnes de nationalité étrangère est globalement réussie et le droit suisse des migrations est l'un des plus restrictifs d'Europe. Ainsi, en bonne logique, les idées populistes ne devraient pas y trouver un terrain favorable. C'est pourtant l'inverse qui est vrai.

L'explication doit donc être trouvée ailleurs. Dans l'éditorial du 15 octobre cité plus haut, on lit «que l'on n'entend plus guère ceux pour qui le simple fait d'associer étrangers et délinquance était du pur racisme». L'auteur du texte sous-entend que ce type de discours s'apparente à de l'angélisme. C'est bien là où se cache le nœud du problème: dénoncer cet amalgame n'est pas faire de l'angélisme, c'est affirmer avec force ce que plus personne n'ose dire par crainte de l'opinion publique. Or, c'est précisément ce manque de courage qui fait le lit des idées xénophobes. A force d'entendre la grande majorité de la classe politique affirmer *urbi et orbi* qu'il existe en Suisse de gros problèmes de sécurité publique en raison de l'islam ou des étrangers criminels, cela devient petit à petit une vérité dans l'inconscient collectif, une prémisse acceptée de tous.

La seconde affirmation citée en exergue est également tendancieuse. Comme bon nombre de mes collègues Verts, je regrette tout d'abord que les médias ne prennent pas la peine de signaler que les Verts défendent une position parfaitement claire et cohérente en prônant le double non. Car le contre-projet n'est en réalité qu'une copie de l'initiative formulée en des termes «juridiquement corrects». Ses défenseurs le soutiennent soit par calcul stratégique, soit par manque de courage politique, mais rarement sur la base d'une conviction profonde.

Ensuite, il est tout de même étonnant que les médias suisses ne s'intéressent pas davantage à la disproportion flagrante entre les moyens engagés dans la campagne par les partisans de l'initiative et par ses opposants. Il est nettement plus facile de faire entendre sa voix à coups de millions. Lorsque nous passons, au sein des partis à plus faibles ressources, nos nuits à préparer les tracts nous-mêmes et à rédiger des courriers de lecteurs, il est difficile d'accepter la critique d'une campagne inaudible. Dire que les arguments des opposants à l'initiative sont imperceptibles, c'est porter un regard condescendant sur l'ensemble des mouvements associatifs et politiques qui s'engagent bénévolement pour lutter contre la dérive du discours ambiant concernant les «étrangers». Si les opposants à l'initiative occupent peu d'espace dans le débat public, c'est aussi parce que les médias ne leur laissent pas la place d'exister et se font dicter l'agenda par le parti des moutons noirs.

Cette campagne est un laboratoire d'essai pour notre démocratie. Elle en révèle les faiblesses les plus criantes. Les manuels d'éducation civique nous apprennent que la démocratie est le moins mauvais système de gouvernement. Je souscris pleinement à cette assertion, à condition toutefois de préciser que le bon fonctionnement démocratique suppose l'existence de règles du jeu claires et identiques pour tous. Parmi celles-ci, il y a l'égalité des armes entre adversaires et la transparence relative aux moyens de campagne. Ces deux règles semblent bien lourdement mises à mal dans la campagne actuelle...

**LE TEMPS © 2011 Le Temps SA**